

Pas d'au-revoir ! Les soulèvements dans le sud et la nouvelle solidarité transméditerranéenne

de *Helmut Dietrich*

In : *Analyse und Kritik*, No. 574, août 2012, www.akweb.de

En allemand: <http://ffm-online.org/boats4people-2/uberblick/>

En anglais: <http://ffm-online.org/wp-content/uploads/2012/07/H.-Dietrich-No-Goodbye.pdf>

Avec la campagne Boats4people (des bateaux pour les gens), on a réussi à mettre en place cet été un réseau transnational à travers la partie occidentale de la Méditerranée. L'année dernière, la caravane organisée à travers l'Afrique de l'Ouest, partie de Bamako pour rejoindre Dakar, avait fait un premier pas dans ce sens. C'est au tour maintenant de la Méditerranée : le premier objectif était la mise en place d'un système d'appels d'urgence alternatif pour les boat people. À long terme, il s'agit de mettre en commun des luttes sociales sur le pourtour de la Méditerranée. La lutte contre l'appauvrissement, comme elle se déroule actuellement en Grèce et en Espagne, se poursuit dans les pays plus au Sud depuis plusieurs décennies. C'est cela la trame de fond de la politique d'exclusion menée par l'Union Européenne.

En 1981, on criait « Berlin, Zürich, Brixton ! » Le mouvement des squatteurs et des émeutes urbaines secouaient les métropoles européennes. En 1983/1984 ont éclaté en Afrique du Nord ce qu'on nommera les révoltes du pain ; elles furent étouffées en quelques jours, moyennant certaines concessions et une forte répression ; elles conduisirent à plus de 150 morts en Tunisie par exemple. Ce fut le début d'un nouvel internationalisme en Europe. La référence à des mouvements de libération nationale était devenue obsolète. Les États qui avaient conquis leur indépendance face à la colonisation européenne, s'étaient lancés sur la voie d'un développement de rattrapage, au détriment de la population rurale. Cette politique a été un échec économique : ils ont accepté les programmes d'ajustements structurels du Fond Monétaire International (FMI) et ont arrêté de subventionner les aliments, ce qui a déclenché les révoltes du pain.

Mais le nouvel internationalisme des métropoles n'est pas parvenu à bâtir des ponts au-dessus de la Méditerranée. Il ne réussit même pas à suivre et à analyser plus en profondeur la continuité des luttes sociales au Maghreb. Ce n'est que cette année que sont diffusées en Europe d'excellentes interviews d'activistes qui ont fui le Maghreb et qui décrivent ces cycles de luttes persistantes et régulièrement réprimées, comme par exemple l'entretien avec Khaled Garbi Ben Ammar (1). A la fin des années 1970, il étudiait en Tunisie, fut banni et décida finalement de s'exiler en 1990 vers l'Europe. Il évoque la mobilité des étudiants, des travailleurs et des chômeurs dans les années 1980 et la manière qu'ils avaient de se déplacer en permanence pour participer à des grèves, des manifestations et des discussions collectives. Ces informations ne sont quasiment pas parvenues jusqu'en Europe. La raison est à chercher, déjà à l'époque, dans une perception européenne dévoyée : l'Afrique du Nord était identifiée à l'islamisme.

Depuis la fin des années 1970, les États arabes se sont « inventé » un ennemi commode, les islamistes. De nombreux liens existaient pourtant entre les gouvernements laïques et leurs opposants islamistes. Au début les islamistes ont même participé à la répression des révoltes sociales, mais par la suite certaines fractions de leurs mouvements furent réprimées dans le sang.

Le long silence de la gauche européenne

En 1988 s'est tenu à Brême le congrès pour un nouvel internationalisme, et en même temps à Berlin-Ouest le congrès contre le FMI. Des milliers de personnes y ont participé. Peu de temps après, en octobre 1988 la jeunesse algérienne, ainsi que la population pauvre, est passée à l'insurrection générale. Il s'agissait de jeunes, comme à Berlin, avec des idées semblables, sauf qu'ils étaient beaucoup plus pauvres et affamés par les mesures contre la consommation dictées par le FMI. La police et l'armée ont réprimé la rébellion : il y eut environ 500 morts. Le silence de la gauche européenne a été honteux. Les islamistes ont récupéré le reste des révoltes et ont gagné les élections. Par la suite, en 1992, l'armée, avec la bénédiction tacite de l'Occident,

organisa un coup d'état qui fut à l'origine d'une guerre civile terrible. Encore aujourd'hui en Algérie, il est interdit pénalement d'évoquer ou de se confronter avec cette période.

A l'époque, celui qui prenait la fuite en traversant la Méditerranée ne tombait pas encore sur Frontex (2) ; de nombreux États de l'Europe du sud n'avaient pas encore imposé l'obligation de visa pour les personnes du Maghreb ; Schengen et la forteresse Europe ne fonctionnaient pas encore en Méditerranée. La plus grande difficulté était le départ du Maghreb, car il était difficile d'obtenir un passeport. Mais la sortie non déclarée du territoire n'était pas poursuivie pénalement. De 1960 jusqu'aux années 1980, dans l'ensemble des pays de l'Europe occidentale, la légalisation était traitée individuellement, en sous-main, comme mesure d'intégration des travailleurs immigrés sur le marché du travail industriel.

À partir des années 1990 et surtout après le 11 Septembre, les régimes nord-africains ont mis en place un système sophistiqué de répression préventive. On risquait déjà arrestation et torture si on était soupçonné de non-dénonciation. Tout type de réunion était suspecte, et pas seulement celles des islamistes. En Tunisie, sous le régime de Ben Ali (1987-2011), sur une population totale de 9 millions d'habitants, il y avait plus de 30.000 prisonniers politiques. Finalement les organisations furent brisées, et la lutte contre la pauvreté se déplaça sur le terrain de la vie quotidienne et des réseaux informels.

Parallèlement, l'UE a commencé à se projeter vers le Sud. En 2003 l'isolement international de la Libye fut rompu et celle-ci reçut de l'argent au travers de la privatisation de la production pétrolière. L'Union Européenne promit d'accentuer son aide économique à la Tunisie et au Maroc.

Contrairement à l'élargissement de l'Union Européenne vers l'Est, qui a entraîné une convergence progressive des niveaux de vie, l'influence grandissante de l'Union Européenne au Maghreb a créé un décalage socio-géographique. Le fossé entre nord et sud autour de la Méditerranée s'est creusé, avec des écarts de revenus pouvant aller de 10 à 1. Jamais auparavant, dans l'histoire millénaire de la Méditerranée, une telle disparité sociale n'avait existé entre le nord et le sud.

La politique contre les « classes dangereuses » en Afrique du Nord forme la base de la première doctrine de sécurité et de la politique de voisinage de l'UE (toutes deux formulées en 2003). La fermeture face à la migration devint le leitmotiv politique commun. À partir de 2003/2004 les États de l'Afrique du Nord mirent en place de nouvelles législations sur le séjour et le passage des frontières. Ils interdirent la libre sortie du territoire et commencèrent à avoir les « étrangers » à l'œil. La surveillance des côtes du Maghreb et de la mer fut coordonnée avec l'Europe du Sud et l'agence Frontex.

Tel était le contexte dans lequel le Premier ministre Blair, le ministre de l'Intérieur Schily et le Premier ministre Berlusconi ont insisté pour construire des camps de réfugiés de l'Union Européenne en Afrique du Nord. Ces États prirent l'argent de l'UE pour moderniser leurs prisons et camps et les transformer en centres d'expulsion. En 2005, nous, c'est-à-dire le Centre de Recherche sur l'Exil et la Migration (FFM) et le Comité pour les droits humains (Komitee für Grundrechte), lança un appel pour protester contre l'exterritorialisation (<http://www ffm-berlin.de/auf ruf deutsch.pdf>, 2005), en association avec le réseau de langue française migreurop. Mais nous n'avons pas réussi à construire un système d'échanges transnationaux sur ce thème.

À partir de 2003/2004, l'Europe accentua également le contrôle du détroit de Gibraltar. Les boat-people en provenance de différents pays d'Afrique modifièrent leur trajet vers le canal de Sicile. Face à cela, le gouvernement italien décréta l'état d'urgence sur l'île de Lampedusa. L'Union Européenne déploya avec l'aide de Frontex des technologies militaires de surveillance maritime.

Les boat people sont apparus en Méditerranée depuis qu'en 1990/91, quand l'UE a introduit l'obligation de détenir un visa pour toutes les personnes venant des pays de la bordure sud de cette mer. Depuis, la Méditerranée est devenue le plus grand charnier d'Europe occidentale de l'après-Deuxième Guerre Mondiale. Dès 2004/2005, les nouvelles techniques permirent

d'interpeller un nombre grandissant de réfugiés en haute mer pour les renvoyer vers la Libye. Depuis, le nombre d'accidents mortels a augmenté.

En 2004 le cargo Cap Anamur, bateau de l'organisation d'entraide du même nom, sauva 37 réfugiés dans le détroit de Sicile. C'était le premier signe que l'opposition contre la forteresse Europe devait renaître en mettant en place un système de sauvetage en Méditerranée. Cette action de sauvetage fut à l'époque condamnée judiciairement. La gauche européenne ne comprit pas non plus le sens de ce sauvetage (le traitant de « spectacle humanitaire ») et cette tentative ne fut pas suivie d'un soutien transnational ni même trans-méditerranéen.

De nouveaux réseaux de solidarité

Depuis, comme l'a démontré la participation de plusieurs centaines d'activistes en 2011 à la caravane transnationale de Bamako à Dakar, une nouvelle forme d'internationalisme est née. La campagne Boats4People a réussi cet été à créer un nouveau réseau transnational à travers la Méditerranée occidentale. Les migrants, la jeunesse mobile et multilingue y ont joué un rôle central, capables d'étendre leur village social à travers l'amitié et l'échange sur des milliers de kilomètres.

Depuis les événements du printemps arabe, on assiste à une nouvelle escalade dans la militarisation de la frontière maritime et le nombre de réfugiés morts en pleine mer a atteint un chiffre record en 2011. Des cas documentés de non-assistance à personnes en danger sont signalés. Sous les yeux et sous les radars de l'UE et de l'OTAN, les réfugiés meurent de soif et se noient. Mais il y a désormais des contacts sociaux et politiques de part et d'autre de la Méditerranée. Et la technologie de haut de niveau est également à portée de main des réfugiés, des migrants, des rebelles et des activistes du réseau Noborder. C'est ce qui a rendu possible la campagne Boats4people, plusieurs semaines de rencontre et de discussions – ainsi que l'élaboration d'un système d'appel d'urgence alternatif : WatchTheMed.

En résumé, l'ancienne aide aux réfugiés, émanant de la résistance juive face aux poursuites nazies et développée ensuite pendant la guerre d'Algérie et les guerres d'indépendance, aide qui cachait des personnes recherchées et soutenait des activistes et qui cacha les déserteurs américains pendant la guerre du Vietnam, reste notre modèle. Mais Boats4people évite de répéter les erreurs des années 1970 : certes, l'initiative se réfère à des organisations alternatives comme Attac en Afrique du Nord, mais elle ne rétrécit pas son horizon à la recherche d'organisations-sœurs. L'aide aux réfugiés offre une chance plus large de construire des ponts entre les luttes sociales des deux côtés de la Méditerranée.

Pour plus d'informations sur Boats4people, avec des rapports et des images venant des sites de Cecina, Palerme, Tunis, Monastir et Lampedusa :

www.boats4people.org

www ffm-online.org

www.afrique-europe-interact.net

(1) <http://uninomade.org/un%E2%80%99insurrezione-in-movimento/>

(2) Frontex : Agence européenne pour la protection des frontières extérieures

(Encadré)

Une assemblée entre deux mondes sur un ferry

« Si nous n'avons pas assez de bateaux pour les activistes, nous prendrons le ferry de Palerme à Tunis ». Le motif de la proposition était avant tout pragmatique, mais il faut préciser que nous

avons déjà utilisé des ferries pour des actions de contestations lors de précédents Noborder, comme par exemple à Lesbos, en 2009.

C'était de nouveau une action sympathique à grand renfort de banderoles, avant de quitter le port de Palerme et à l'arrivée à Tunis. Mais ce qui a fait de cette traversée de 10 heures une des plus intéressantes stations de Boats4people, c'était le caractère très particulier de cette rencontre. En effet, il y avait là d'un côté des passagers, dont plus de 90% de migrants tunisiens, arrivant d'Italie surtout, mais aussi d'autres pays européens, et se rendant dans leur pays d'origine pour les vacances ou pour rendre visite à leurs parents. Et d'autre part, les quarante personnes du groupe transnational B4P, avec une sono et de la documentation en plusieurs langues, curieuses de découvrir les histoires de la migration que la plupart des passagers avaient dans leurs bagages.

Le courant est passé : les activistes de B4P se retrouvèrent assez rapidement en petit groupes de discussions (souvent très passionnantes) avec les passagers qu'ils convièrent à une réunion ultérieure sur le pont. Cette assemblée extraordinaire, à microphone ouvert, a eu beaucoup de succès : il y avait en permanence 60 à 80 personnes. Les contributions et les discussions sur les écarts de richesses, le racisme et la liberté de voyager, pour ne citer que quelques-uns des thèmes abordés, se sont déroulées en italien, en arabe et en français. Quelque soit l'angle de vue, il y avait ici un large consensus sur le fait que « Les frontières sont le problème ».

On peut, sans se tromper, définir ce qui s'est passé ce 7 juillet comme une action-communication de la base. Le ferry est un lieu qui, concrètement et symboliquement, relie deux mondes entre lesquels tant de gens se déplacent. Un lieu de toutes les histoires, de toutes les expériences possibles et impossibles, donc de la connaissance d'une situation sociale qui devrait inspirer plus souvent les luttes politiques contre les régimes des frontières.

transact.noblogs.org – Berlin/Hanau